

COLLECTIF

SOLIDARITE

GUATEMALA

67, rue du théâtre - 75015 PARIS

N° 15

JUIN 82

5f



COUP D'ETAT:
2eme Acte de la Farce

4°P. 12325

ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala rentre dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce nouveau bulletin "Solidarité Guatemala", vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi, nous avons adopté la formule de l'abonnement, ceci étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

10 numéros 50 F.
Abonnement de soutien.. 70 F. ou
Plus

chèques à l'ordre de:

Collectif Guatemala



Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Je m'abonne et je paye F

Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.

OUI NON

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE.

Jour de réunion: tous les jeudis, à partir de 20 h.
à l'adresse du Collectif.

MATÉRIEL DISPONIBLE

COLLECTIF GUATEMALA :

Films 16 mm : « Images d'une Dictature ». P. Mercadini, 1980 ; couleur, 32 mn

Film vidéo : « Le Chemin de Nebaj », 1981 ; couleur, 55 mn. Deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS.

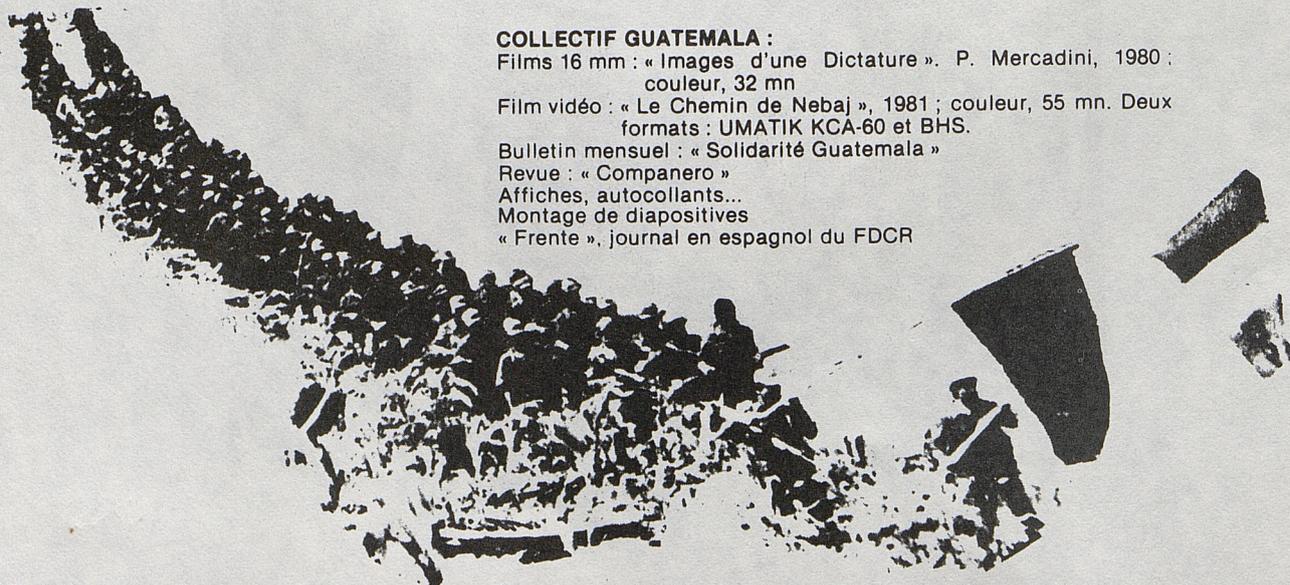
Bulletin mensuel : « Solidarité Guatemala »

Revue : « Companero »

Affiches, autocollants...

Montage de diapositives

« Frente », journal en espagnol du FDCR





EDITORIAL

Ciudad Guatemala. 23 mars. 20 heures: Sur le petit écran apparaît un homme souriant en tenue léopard: c'est le general Efraim Rios Montt, chef de la nouvelle junte militaire, expliquant que ce coup d'Etat a été effectué pour le bien du peuple guatémaltèque. Enfin, au Guatemala, le "droit à la vie" (sic !) va être respecté, enfin vont être jugés les corrompus, les fraudeurs..., etc. Esperons que ce "démocrate-chrétien" et prédicateur évangéliste se rappellera qu'il a lui-même massacré des centaines de personnes, entre autres à Sansirisay en mai 1973, et que les deux autres membres de la junte (un généralet un colonel) ont un passé tout aussi irréprochable.

C'est pourquoi il fallait non seulement parler de la farce électorale, mais aussi de la farce du Coup d'Etat. Parler de ces nouvelles tentatives de légitimation de la dictature (de plus en plus isolée) face au peuple guatémaltèque et à l'opinion internationale.

Expliquer que derrière le calme apparent qui régne à Ciudad Guatém-

mala, le linge sale se lave en famille. Pour l'instant, les guatémaltèques ont droit aux discours exaltés d'un fanatique mystique, discours où Dieu et l'armée sont étrangement mêlés. Certs, la situation s'éclaircit: il n'y aura plus de disparitions, plus d'assassinats. Seulement le peloton d'exécution pour toute personne trouvée en possession d'une arme après le couvre-feu. Dans les campagnes, la continuation des massacres sera mis sur le dos de la guérilla et les soldats seront déguisés en "milices paysans".

A partir de là, y-a-t-il des possibilités de changement au Guatemala? Est-t-il possible d'entamer le "dialogue" proposé par la junte? La réponse de tous les secteurs populaires et révolutionnaires est claire: face à cette dictature, face au "terrorisme d'Etat" qui sevit chaque jour au Guatemala, la lutte continue sous la direction de son avant-garde: l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG)..

Les élections de la dernière chance ?

Après les élections, il nous semble important de revenir sur les enjeux réels de cette confrontation électorale qualifiée par tous les candidats comme celle de la "dernière chance". En effet, au-delà des divergences programmatiques des quatre candidats à la présidence, le rôle premier et fondamental assigné à ces élections, était celui de légitimer le pouvoir.

Dans ce cadre, deux objectifs étaient poursuivis :

- donner une image démocratique à cette confrontation électorale, où tous les partis de la droite à l'extrême droite étaient représentés.
- obtenir une plus forte participation malgré les consignes d'abstention de l'ensemble de la gauche guatémaltèque du Front Uni de la Révolution (FUR, de tendance social démocrate) aux organisations révolutionnaires, regroupées au sein de l'URNG.

Ainsi le Président sortant, le général Lucas Garcia, multiplia les déclarations où il garantissait "la pureté des prochaines élections" et exhortait les Guatémaltèques à aller voter.

Ce combat pour la légitimité constitue sans aucun doute l'enjeu fondamental de ces élections, présentées comme alternative réformatrice au développement du mouvement révolutionnaire.

Face à cette échéance essentielle, dans un contexte intérieur, régional et international fortement détérioré qui traduit l'isolement croissant du pouvoir militaire actuel, il s'agissait donc de dégager des réponses à la grave crise économique et politique que traverse le pays.

Tout d'abord assurer la stabilité politique du pouvoir issu des élections c'est-à-dire établir sur la base des résultats de celle-ci, un nouveau consensus au sein des classes dominantes. C'est le sens de la déclaration publique des quatre candidats, en date du 10 février, qui s'engageaient à respecter le résultat d'élections "libres et pures", du 7 mars.

En effet, la multiplication des candidatures illustre parfaitement les divergences, au sein de la classe dominante, sur le contenu de la politique à mettre en oeuvre pour combattre "la subversion communiste" et sortir le pays de la crise économique. Il faut préciser à ce propos, que l'économie guatémaltèque se trouve actuellement dans une situation catastrophique, qui provient de l'effondrement du marché centro-américain, de la baisse des cours des matières premières exportées et de la fuite des capitaux, estimée à 500 millions de dollars ces deux dernières années.

On comprend alors, de par le rôle d'arbitrage conféré aux élections dans ce domaine, l'importance du thème de la fraude électorale qui a été développé par l'ensemble de l'opposition. Voyons maintenant le contenu des divergences à travers les deux thèmes majeurs de la campagne électorale : la lutte contre la guérilla et la crise économique.

LES CANDIDATS ET LEURS PROGRAMMES

Gustavo Anzueto Vielman (architecte) candidat de la centrale authentique nationaliste (CAN).

- Il défend un projet de développement sauvage du capitalisme au Guatemala.
- Il propose de combattre la guérilla en même temps sur les plans militaire et économique.
- La bataille sur le front de la production, essentielle dans le combat contre "l'ennemi extérieur" doit être menée exclusivement par le secteur privé, grâce à une réduction draconienne des charges fiscales, douanières et financières des entreprises (de 56 à 6 impôts). En contre partie l'Etat se chargera de la paix sociale et militaire. Cette couleur locale donnée à la doctrine Reagan en matière de politique économique a suscité le soutien de l'Ambassade des Etats-Unis, plutôt par idéalisme que par réalisme...

Anibal Guevara (général), candidat du Front Démocratique Populaire (!!).

- Successeur légitime de Lucas Garcia le candidat de l'armée, Anibal Guevara a développé une campagne aux accents démagogiques (distribution de terres, réductions des inégalités sociales, mais sans dire comment).

Au travers d'une conception nationaliste, le Front insiste sur la complémentarité des secteurs privés et publics ; l'Etat contrôlé par les militaires gardant le contrôle des secteurs stratégiques et rentables (infrastructures, pétrole).

- Continuité de la politique menée par les militaires qui pour mieux combattre la guérilla propose une professionnalisation de l'armée et de la police.
- Promotion d'une caste qui à travers l'appareil d'Etat s'enrichit et se définit comme autonome au sein du bloc au pouvoir dans ses projets politiques.

Sandoval Alarcon, leader historique du Mouvement de Libération Nationale (MLN).

- Il ne s'agit pas pour lui de donner une quelconque justification sociale ou économique à la violence exercée par les ennemis de la Nation (Cuba, Nicaragua, Mexique). La solution à la crise que traverse le Guatemala, passe avant tout par l'élimination de la guérilla, grâce au soutien de pays au développement technique plus avancé, tels que les Etats-Unis, Israël et l'Afrique du Sud.

Ensuite lorsque l'ordre sera rétabli il propose la modernisation de l'Etat pour favoriser les intérêts primaires-exportateurs (café, canne à sucre nickel, pétrole) et le secteur commercial en aval.

- L'armée est conçue comme une institution au service de la classe dominante oligarchique qui nie toute authenticité aux revendications populaires.

Enfin, Alejandro Maldonado Aguirre (avocat), candidat de l'Union Nationale d'Opposition (UNO)

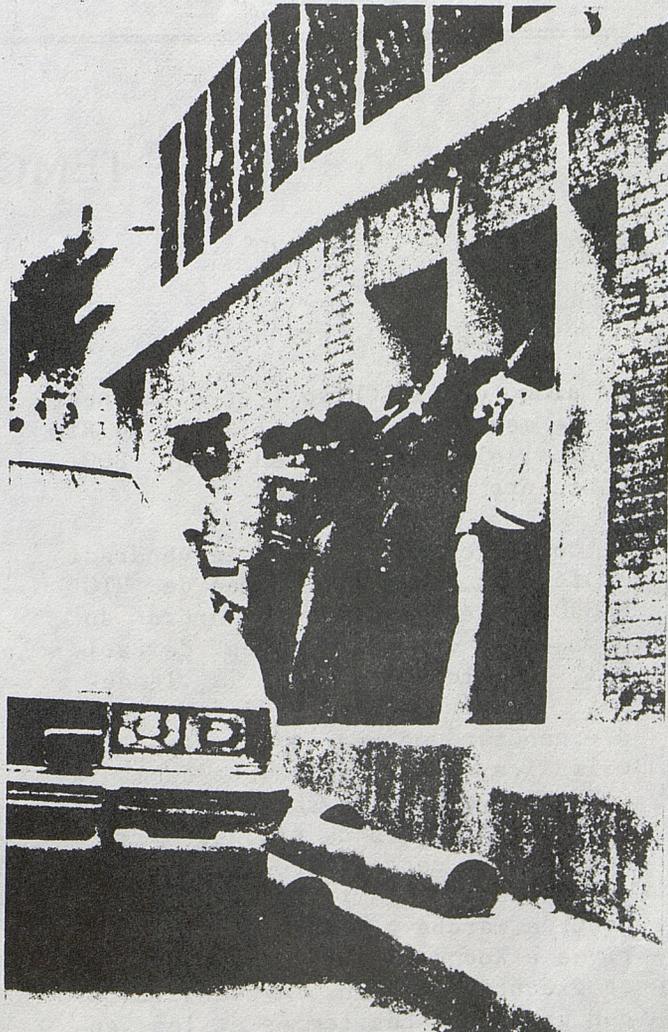
- dont la force principale est la démocratie chrétienne, forte de son électorat urbain à l'intérieur

et de ses appuis extérieurs. Elle présente un programme réformateur, seul moyen pour que la situation évolue comme au Salvador.

- Avec un gouvernement légitime et représentatif capable de mener à bien des réformes sociales, de respecter les droits de l'homme, on pourra en finir avec la violence, sans dialogue avec la gauche armée, versus, la création d'un Etat moderne et technique défendant la survie à long terme de l'ensemble du système de domination.

Ce projet, s'il rencontrait peu d'adhésion au sein des classes dominantes et de l'armée, paraissait cependant bénéficier d'appuis extérieurs puissants comme la démocratie chrétienne et les Etats-Unis.

La politique des Etats-Unis a été jusqu'au dernier moment indécise. D'abord sensible aux thèses d'Anzueto Vielman, de la CAN puis, soutenant la candidature de Alejandro Maldonado, l'ambassadeur américain Frédéric Chapin déclarait la veille des élections que "Washington pourrait entretenir de bonnes relations avec un



gouvernement ayant à sa tête le général Guevara".

Il apparaît cependant que le contentieux entre les deux pays ne soit pas encore réglé. Le Guatemala refuse d'accepter une aide militaire plus importante conditionnée au ralentissement (!!) de la "violence politique indiscriminée", au meilleur respect des droits de l'homme. Sur ce terrain, le président Reagan rencontre donc pour l'instant, l'opposition du Sénat pour un soutien plus important.

On comprend les accusations d'ingérences dans les affaires intérieures formulées au Guatemala lors des visites des commissions sénatoriales nord-américaines.

De plus, l'exclusion du Guatemala de toute nouvelle communauté démocratique centre-américaine directement inspirée par les Etats-Unis (même si elle est avant tout destinée à donner une caution régionale aux élections salvadoriennes et à isoler le gouvernement nicaraguayen) marque aussi la pression des Etats-Unis. Alan Romberg déclarait au nom du département d'Etat, la nécessité pour le

gouvernement guatémaltèque de garantir des "élections libres et représentatives", c'est-à-dire à forte représentation et sans fraude.

En réponse à cette véritable farce électorale, les organisations armées révolutionnaires, regroupées au sein de l'URNG, et l'ensemble des organisations populaires ont appelé à l'abstention.

Il s'agit en effet, de ne pouvoir en aucun cas reconnaître une quelconque légitimité au vainqueur de ces élections. En ce qui concerne les moyens pratiques dont s'est doté la dictature, nous vous renvoyons à l'encadré ci-contre.

En conclusion les enjeux essentiels, fondamentaux de ces élections peuvent se résumer ainsi : la légitimation du nouveau pouvoir déterminée par le déroulement même des élections et par l'importance de la participation.

Le coup d'Etat du 23 mars faisant suite aux accusations de fraude, laisse penser que le contrat n'a pas été rempli.

TEMOIGNAGE

3 mars 1982 - Los Encuentros

En amont du rio Chixoy, et à une heure de marche se trouve l'Aldea de Rio Negro ; elle comptait en 1978, 800 habitants tous indigènes.

Selon notre informateur, le vendredi 12 février, tous les hommes de RIO NEGRO ont été invités, sur ordre du Commandant des "judiciales" de Rabinal, à se rendre à Xococ le lendemain ; le but de cette réunion était d'organiser une séance d'instruction militaire, plus précisément de maniement des armes. Le samedi 13 février beaucoup d'hommes de Rio Negro se rendaient à cette convocation, accompagnés de leur famille (le samedi est jour de marché à Xococ). Dès leur arrivée à Xococ, ils ont été appréhendés et exécutés un à un, "a cuchillazos o con garrote". Les femmes et les en-

fants n'ont pas été épargnés. Le nombre de 73 morts donné par notre informateur est certainement basé sur un recensement précis des victimes. On peut penser qu'il eût été plus élevé si la plupart des habitants de Rio Negro n'étaient en ce moment "à la montagne" au nord du rio Chixoy pour la préparation des semences. En fait, les maisons du village ne sont plus occupées que par les femmes, tous les hommes s'enfuyant dès que des militaires ou "judiciales" sont signalés.

L'élimination totale de la population de Rio Negro, village considéré depuis deux ans comme en rébellion ouverte, semble avoir été décidée en haut lieu. Selon notre informateur, les habitants ne demanderaient pourtant qu'à "faire la paix", et accepteraient enfin de s'installer dans la colonie Pacux, près de Rabinal, cons-

ENTRE LOS refugiados hay muchos niños y mujeres cuyos padres y esposos fueron asesinados por el ejército guatemalteco.



truite par l'INDE pour le recasement, mais qu'ils ont toujours refusé d'occuper. Mais ils n'ont aucune confiance - et pour cause - dans les promesses qui leur sont faites, promesses renouvelées par le colonel commandant la base de Coban au cours de la grande "concentracion" du 3 décembre à Rabinal, et suivies dès le lendemain par le massacre de 55 habitants de la Vega de Santo Domingo, dont j'ai déjà rendu compte.

Les habitants survivants de Rio Negro se trouvent actuellement dans une situation inextricable. Ils n'ont plus d'espoir que dans l'intervention du Dr Gaëtan Sanches, chargé par l'INDE des problèmes du "reasantamiento" dans le projet Pueblo Viejo-Quixal. La personnalité de ce sociologue, mêlé à la politique du parti gouvernemental et

qui entretient des rapports étroits avec l'Armée, nous paraît malheureusement plus que douteuse, et l'on peut tout craindre de son entremise.

Telle est la situation, à la veille des élections, dans cette région située au nord de Rabinal, avec Xococ comme centre, dont plusieurs aldeas ont été, selon notre informateur, complètement anéanties : La Laguna, Chitucan, Cancabel ; sans parler des autres, toutes durement touchées. Région dont les médias n'ont jamais parlé, considérée comme un foyer de guérilla depuis les incidents du 5 mars 1980 (qui avaient fait 8 morts, dont deux soldats, à Rio Negro) et ceux des mines de baryte de Xococ en 1981, suivis du grand massacre de Xococ les 14 et 15 septembre : 4 à 500 morts..

EFEMERIDES

Se inician los festejos de

● Hoy serán homenajeados retirados ●
● El lunes 30 en las militares ●

Guatemala: le paradis des tueurs

Actos frente al Palacio Nacional

Historia de los generalatos

Après la farce électorale, la farce du coup d'Etat

Le 23 mars dernier, au Guatemala un coup d'Etat renversa le général Romeo Lucas Garcia. Ce putsch est survenu à peine quinze jours après les élections présidentielles qui ont donné la « victoire » à un autre militaire, le général Anibal Guevara. Comment expliquer, dans le cadre de la crise que traverse ce pays, et toute la région, ce coup d'Etat ? Que représente-t-il, par rapport à l'immense effort de propagande déployé par les Etats-Unis et le gouvernement guatémaltèque, pour légitimer le président issu de ces élections ? A cet égard, le Collectif Guatemala a rendu public le communiqué que nous publions ci-dessous.

communiqué public

A PROPOS DU COUP D'ETAT

1. Elections : devoir à refaire

Au vu du déroulement des élections, le 7 mars au Guatemala et du tollé général que la fraude a soulevé dans les mouvements d'opposition (tous de droite!), le coup d'Etat est-il une surprise?

Le contrat proposé par Reagan n'a pas été rempli par toutes les forces en présence. L'aide militaire et le soutien ouvert restent en instance à Washington.

En tous cas, le coup d'Etat met en évidence l'échec de la politique nord-américaine, qui avait conduit au Guatemala au blocage de la situation. Le coup d'Etat en est la réponse.

2. Une junte aux orientations « incertaines » ?

Le 23 mars, à Guatemala-Ciudad, un premier communiqué est lu par la ra-

dio, où l'on annonce le renversement du gouvernement du général Lucas Garcia, l'instauration d'une junte militaire et la convocation à de nouvelles élections. Ce communiqué était lu par M. Lionel Sisniega Otero candidat du MLN à la vice-présidence

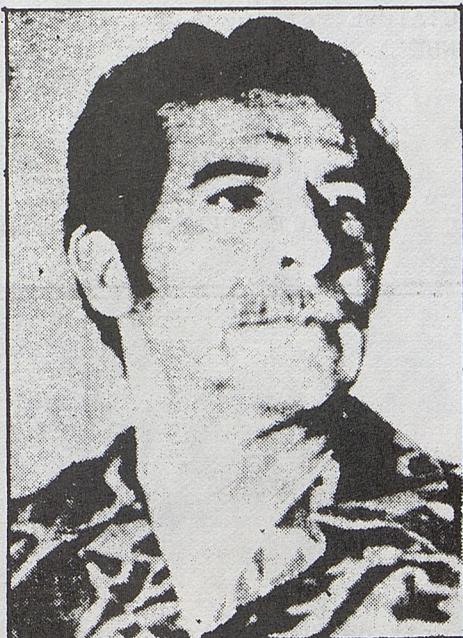


aux dernières élections, et deuxième homme en importance de cette formation d'extrême droite. Les paramilitaires au pouvoir?

Quelques heures plus tard, un deuxième communiqué est tombé. Le respect des droits de l'homme et les inégalités sociales sont abordés. Puis vers la fin de la journée, le général Efrain Rios Montt lit un troisième communiqué, annonçant la lutte contre la corruption et, bien sûr, contre la subversion. Ce sont les tâches urgentes que se sont assignées les membres de la junte de gouvernement. L'orientation du nouveau pouvoir se clarifie.

La junte est composée de 2 généraux et 1 colonel, au passé politique et militaire moins incertain que celui d'hypothétiques "jeunes officiers".

3. Les nouveaux dirigeants



Rios Montt

Général Efrain Rios Montt (chef de la junte) : nommé général en 1967 au moment où l'armée, dans son offensive contre la guérilla dans l'est du pays, déclenchait la première vague de répression massive. Le bilan s'éleva à plus de 6.000 morts en l'espace de trois mois. Il participait avec Arana à cette opération.

Ce dernier le nomma Chef d'Etat Major de l'armée, lors de sa présidence



Maldonado

(1970-1974). A ce titre, Rios Montt est directement responsable du massacre de Sansirisay (mai 1973, plus de 50 paysans tués par l'armée). Il représentait le pays au Conseil Inter-Américain de Défense et s'est spécialisé dans la contre-insurrection (formé aux USA et à Panama).

En 1974, il est candidat à la présidence, soutenu par la Démocratie - Chrétienne et le Front Uni de la Révolution (d'orientation social-démocrate). En dépit de sa victoire aux élections, le général Laugerud est nommé président. Malgré l'appel de l'électorat à Rios Montt pour diriger un mouvement de résistance passive, celui-ci préfère réintégrer l'armée le 16 mars 1974, treize jours après les élections. Il quitte ensuite le pays, nommé Attaché militaire de l'ambassade guatémaltèque à Madrid. Il avait dernièrement renoué ses liens avec la Démocratie Chrétienne.

Général Horacio Maldonado Shad : chef de la "Garde d'Honneur". A la tête d'une circonscription militaire, cette caserne est aussi le siège de la G-2 (service de renseignements de l'armée). De par sa haute responsabilité dans la répression exercée sur le peuple guatémaltèque, l'EGP a organisé un attentat, il y a un an et demi, duquel il est sorti blessé.

Colonel Francisco Gordillo : Chef de la région militaire de Quezaltenango,

en plein coeur du plateau occidental. C'est une région où la répression s'est accrue ces deux dernières années. Il y a dirigé la campagne militaire de derniers mois.

C'est dans cette unité que fut séquestré pendant plusieurs mois Emeterio Toj, Dirigeant du Comité d'Unité Paysanne, avant d'être transféré dans la capitale, d'où il est délivré par guérilla.



Gordillo

4. Les premières mesures de la junte

- Tout guatémaltèque arrêté après le couvre-feu, sera exécuté sur le champs, s'il est armé (!!) ;
- Des nouvelles élections se sont annoncées par la junte ;
- La Constitution est abrogée ;
- Tous les droits civils suspendus, de même que tous les partis politiques.

5. Conclusions

Nous affirmons qu'il ne s'agit que d'un règlement de compte interne à la droite : APRES LA FARCE ELECTORALE LA FARCE DU COUP D'ETAT.

Les organisations révolutionnaires et l'ensemble de la gauche guatémaltèque, lors des conférences de presse tenues au Mexique, Costa Rica et Hollande, ont déjà dénoncé le NOUVEAU VISAGE DE LA DICTATURE, et annoncé : LA LUTTE CONTINUE!

Paris, le 27 mars 1982

LE COLLECTIF GUATEMALA ■

Le Coup d'Etat:

OU COMMENT LES MEMES REMPLACENT LES MEMES

La tenue d'élections au Salvador et au Guatemala, représentait un des axes principaux de la politique nord-américaine en Amérique Centrale. Mais le résultat du scrutin du 7 mars au Guatemala constitue le premier échec des plans de Reagan, échec d'autant plus grave qu'il a conduit au coup d'Etat du 23 mars, c'est à dire quinze jours à peine après les élections.

En effet, le blocage de la situation à la suite du 7 mars, obligea les Etats-Unis à "forcer les conditions" pour tenter de sortir de la crise guatémaltèque et régionale. D'où la nécessité de faire intervenir à nouveau l'armée --le dernier recours pour sauver le système--, même

au prix de ROMPRE la propre "légalité" de la dictature.

Un regard rapide sur les enjeux réels de ces élections (cf. l'article publié à cet égard dans ce même numéro), permettra de mesurer la gravité de la crise ouverte par le résultat de celles-ci. Et l'on comprendra mieux, alors, les principaux objectifs poursuivis à travers le putsch. Pour Washington, il s'agit, tout d'abord, d'améliorer l'image externe du régime, complètement isolé au niveau international et, de ce fait, difficilement défendable vis-à-vis de la législation nord-américaine.

Avec le régime de Lucas, il était pratiquement impossible d'obtenir du Congrès des Etats-Unis, que l'aide militaire souhaitée par Reagan pour le Guatemala, lui soit accordée.

C'est bien ceci la raison pour laquelle Alexander Haig regrettait, le 27 février dernier, que le régime de Lucas ne soit pas "suffisamment démocratique" pour recevoir un soutien plus large des Etats-Unis. Il exprimait, en même temps, le désir "que les élections prochaines permettent (aux USA) de parvenir à des arrangements pour la sécurité". Et, en guise de conclusion, il affirmait: "J'espère que dans les mois à venir ils (les militaires guatémaltèques) vont davantage tenir compte de nos problèmes ici" (AFP, 27-02-82).

Les problèmes, en effet, ne pouvaient être plus aigus. A tel point que, a propos du coup d'Etat, le New York Times déclarait: "Le coup d'Etat au Guatemala n'aurait pu survenir à un moment plus important". "Bref, conclut le N.Y.T., il y a une possibilité de changer le courant dans un pays important, laissons l'administration Reagan saisir cette chance" (N.Y.T., 25-03-82).

De son côté, l'ambassadeur des USA au Guatemala, M. Frederik Chapin, ne cachait pas la préoccupation de Washington face aux événements au Guatemala. Car l'aspiration du gouvernement Reagan, affirmait-il, est de compter, en Amérique Centrale, sur des gouvernements amis investis d'un minimum de représentativité légale (IPS, 23-03-82).

UNE "NOUVELLE" POLITIQUE?

Or, le régime de Lucas ne disposait d'aucune légitimité. Imposé par la fraude, dans des élections où l'abstention fût massive (70 %), la corruption généralisée du régime provoquait déjà de graves frictions au sein de la hiérarchie militaire et de l'oligarchie. En pretextant la lutte contre la corruption, la junte militaire ne fait qu'écarter une clique devenue trop ambitieuse et qui, à cause de cela, gênait l'efficacité du programme militaire de l'armée, et du programme économique de l'oligarchie.

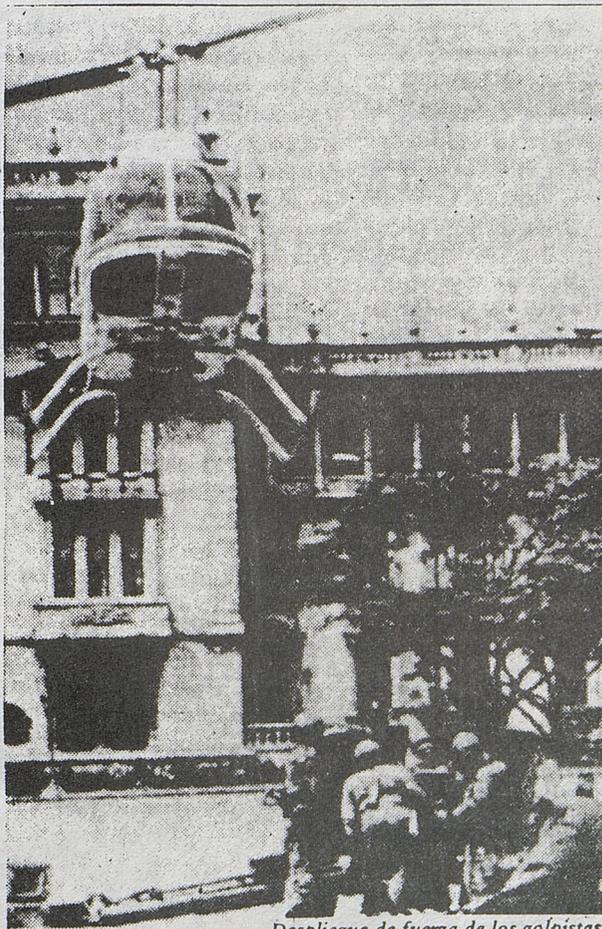
Cette corruption est, alors, désignée comme la responsable de la profonde crise économique, politique et militaire du système. Et le coup d'Etat est, donc, une tentative de reconstituer la fragile unité du bloc dominant.

Ceci est un élément essentiel pour comprendre le nouveau discours employé par les militaires pour légitimer le putsch. Et c'est dans ces sens que, depuis le début, on insiste sur les soi-disant "jeunes officiers" qui ont dirigé le coup d'Etat.

Or, chose bizarre, la junte apparaît composée par deux généraux et un colonel "pas très jeunes" (57 et 56 ans pour les deux généraux, et 40 ans pour le colonel). "Pas de problème", annonce Rios Montt (chef de la junte), "l'important c'est la jeunesse d'esprit". Cette jeunesse supposée des officiers du mouvement devant, alors, garantir implicitement l'honnêteté de leur action, par l'absence d'intérêts politiques "partisans" dans leurs motivations et la transparence (!) de leur passé.

Cependant, les faits parlent autrement. Au lendemain du coup d'Etat, par exemple, la presse guatémaltèque publiait plusieurs photos sur le déroulement de celui-ci. Une de ces photos montrait le général Rios Montt entouré de "kaïbiles", en face du Palais National. Commentaire du journal: "Le général Rios Montt est informé par un officier kaïbil sur le déroulement du coup d'Etat. Les kaïbiles entourent le Palais National et attendent la rédition du général Lucas".

C'est à dire que les "kaïbiles" (ceux-la



Despliegue de fuerza de los golpistas

Coronel Ponce sustituye a Chupina

También otros jefes policíacos toman posesión de los cargos

Los coroneles de infantería Hernán Orestes Ponce Nich, Ricardo Pinto Recinos y el mayor de infantería Oscar Menéndez Tobías, tomaron posesión ayer tarde de director y subdirector general de la policía nacional y jefe del departamento de tránsito respectivamente.

Los militares mencionados sustituyeron en dichos cargos al general Germán Chupina Barahona, coronel de infantería Francisco Salazar Roquel y señor Oscar Lizama Chávez.

El acto tuvo lugar en el salón de oficiales del palacio de la policía nacional, con la presencia de altos funcionarios y empleados de la institución, dejando así el cargo que interinamente había tomado el teniente de infantería Miguel Ángel Escribá Pimentel, desde el momento que se dio el golpe de estado.

El general Germán Chupina Barahona, presentó a los nuevos funcionarios al personal presente, pidiéndole toda la colaboración necesaria así como lo habían hecho con él durante los años que estuvo al mando de la dirección general. Hizo mención de las obras reali-

zadas durante su administración, en la cual siempre encontró la cooperación de cada uno de ellos, esperando que lo mismo hagan con los nuevos altos funcionarios.

El coronel de infantería Hernán Orestes Ponce Nich, al hacer uso de la palabra, pidió a los trabajadores su colaboración estrecha para sacar adelante el buen nombre de la policía nacional, manifestando que así como lo hicieron con el general Chupina, a quien sucedía, lo hicieran igualmente con él.

Seguidamente, los tres nuevos funcionarios en compañía de los que entregaban los cargos, pasaron lista de guardia y recorrieron las instalaciones de la dirección general de la policía, donde el general Chupina les mostraba varias obras hechas por él en su dirección.

Para muchos del personal de la policía nacional, la figura del nuevo director coronel de infantería Hernán Orestes Ponce Nich, ya era conocida, ya que con esta vez, son tres las que ocupa dicho cargo.

Al ser preguntado el nuevo director de la policía nacional sobre posibles cambios dentro de la institución, manifestó que por el momento todo seguía igual, ni en el cuerpo de detectives de la policía, comando seis etc., no se han registrado sustituciones entre los jefes.



Mayor de infantería Oscar Menéndez Tobías, nuevo jefe del departamento de tránsito de la policía nacional. (C.E.)



Coroneles de infantería, Hernán Orestes Ponce Nich, y Ricardo Pinto Recinos, nuevos director y subdirector generales de la policía nacional. (C.E.)

El general Germán Chupina Barahona, director general de la Policía Nacional, no puso resistencia en entregar el cargo, y "está dispuesto como militar activo, a colaborar con la Nueva Junta de Gobierno, si así es el deseo de la misma". Dichas declaraciones las hizo ayer el general Chupina, en el despacho de la Dirección

Chupina declara que

no intentó resistir

General de esa institución, cuando procedía a entregar el cargo a su sucesor interino, Teniente de Infantería Miguel Ángel Escribá Pimentel, y a varios jóvenes militares que forman su equipo de trabajo.

—No puse resistencia al movimiento —manifestó—. Yo me encontraba en mi despacho, cuando el Teniente Escribá Pimentel vino a mí, en forma caballerosa, yo le dije: "Joven, ¿qué desea? Pase adelante y dialoguemos".

—El teniente Escribá me indicó que por órdenes superiores venía a tomar posesión del cargo interinamente, por lo que tenía que entregarle. Yo, como militar activo que soy y obediente a las órdenes de mis superiores, le dije que no había problema.

—Fue así como procedí a entregarle el cargo, hoy (ayer) recorrimos juntos cada una de las secciones de la institución, donde yo mismo le indiqué al personal que así como me habían sido fieles a mí, le fueran a quien me sucedía.

Por su parte, el teniente de infantería Miguel Ángel Escribá Pimentel, un joven de 27 años, indicó a los periodistas que la actitud del general Chupina "había sido de todo un caballero".

—Aquí lo ven ustedes —dijo—; no está en calidad de detenido. Pueden visitarlo sus familiares y amistades y tiene toda la libertad del caso. Serán los miembros de la Junta de Gobierno los que decidan qué se hará con él. Por el momento aquí, donde hay democracia, goza de su libertad, y únicamente está terminando de entregarme el cargo.

—Por su parte, el general Chupina manifestó que al gol-

que "le llegue su momento y en esta ocasión nos llegó ese momento. Aprovecho la oportunidad para expresar mis agradecimientos a la

A todo funcionario le llega su momento, dijo Clementino Castillo

Ministro de educación y otros funcionarios, entre ellos el mayor Archila, dejan cargos

Ayer por la mañana varios personajes, que ocuparon altos cargos en el depuesto gobierno del general Fernando Romeo Lucas García, entregaron sus respectivos puestos en atención a disposiciones de la Junta Militar de gobierno.

Entre otros de dichos funcionarios estaban, el viceministro de Educación, profesor Lisandro Sierra Coronado y el licenciado Leopoldo Colom Molina, quien se de-

sempeñó como viceministro de Cultura.

Brevemente entrevistados en la sacera oriente del Palacio Nacional, cuando se disponían a dirigirse a sus respectivas casas, el profesor Sierra Coronado dijo que se retiraba a la vida privada y que considera haber realizado una obra ajustada a la honestidad.

Por su parte, el licenciado Colom Molina, simplemente se limitó a



El licenciado Leopoldo Colom Molina y profesor Lizandro Sierra Coronado (citados de izquierda a derecha), dirigiéndose a sus respectivas casas tras haber entregado ayer por la mañana los cargos de viceministro de cultura y de educación. En el grupo (adelante) iba el coronel Clementino Castillo Coronado, que fuera ministro de educación, que también había entregado el cargo. (GDC)



El mayor Rolando Archila y el ingeniero Luis Hugo Solares (de izquierda a derecha), cuando recién habían entregado ayer sus cargos de subsecretario de relaciones públicas de la presidencia y de primer viceministro de comunicaciones y obras públicas. (GDC)

decir: "Hasta la vista, muchas gracias".

Clementino Castillo Coronado

Quien fuera ministro de Educación, coronel Clementino Castillo Coronado, también habló para PRENSA LIBRE. Dijo:

—Yo siempre he sido del criterio de que ningún funcionario de la administración pública está libre de

prensa, por mesura que observó al informar sobre las actividades que nos tocó desempeñar".

Otros funcionarios salientes

También el mayor Rolando Archila y el ingeniero Luis Hugo Solares, que ocuparon los cargos de subsecretario de Relaciones públi-

— Pasa a la página 49

— Pasa a la página 49

même qu'ont commis tous les massacres dans le nord-occident du pays, depuis plus de deux ans) seraient subitement devenus "démocrates"? C'est là, justement, que le cynisme est le plus grossier.

D'ailleurs, un simple regard sur le "curriculum vitae" des membres du nouveau gouvernement, nous montre que leur passé politique et militaire est loin d'être "au-dessus de tout soupçon" (voir à cet égard, le communiqué public du Collectif Guatemala que nous publions dans ce même

numéro). Bien au contraire, nous constatons qu'ils faisaient tous partie de la haute hiérarchie militaire. De ce fait, ils ont participé pleinement à la répression, et cela aussi bien au niveau des décisions que de leur "application pratique". Chacun d'entre eux, donc, a eu une responsabilité directe dans les tortures et les massacres qui ont caractérisé, et caractérisent encore aujourd'hui, les "opérations militaires" de l'armée.

C'est précisément cette complicité qui

explique qu'aujourd'hui, pas un seul des soi-disant "para-militaires" n'aie été arrêté. Cela pour une raison très simple: soit ils sont membres de l'armée, soit ils opèrent en liaison avec l'armée. Comme par hasard, aujourd'hui il n'y a pas un seul chef militaire ou responsable politique, qui ait été arrêté par le nouveau gouvernement.

COMPLICITE OU CONTINUITE?

Les quelques "têtes visibles" destituées, ont réalisé une "passation de pouvoir" en règle, avec discours, journalistes présents, applaudissements, remerciements, etc..., comme ce fût le cas du chef de la police, le général German Chupina!! Les seuls fonctionnaires arrêtés sont des "technocrates" civils (tel le président de l'Institut de Transformation Agraire), qui n'ont jamais participé aux prises de décision sur la politique de l'Etat.

Tous sont, d'ailleurs, accusés de "corruption" et de "détournement de fonds publics". Ils sont ainsi, en quelque sorte, les boucs émissaires nécessaires réajustement du régime.

Mais les véritables responsables sont encore au pouvoir, ou se sont retirés tranquillement dans leurs propriétés, tels les frères Romeo et Benedicto Lucas, ex-président et ex-chef d'Etat Major de l'armée. Ceux-ci sont tout simplement mis "en disponibilité" par le pouvoir militaire...

Un exemple synthétise cette "complicité" entre l'ancien et le nouveau pouvoir: le cas de l'ex-chef des détectives, le colonel Pedro Garcia Arredondo. Lors du coup d'Etat, celui-ci est maintenu à son poste, mais sa responsabilité et sa participation dans la répression sont tellement évidentes, qu'il finit par être destitué trois jours plus tard. Une semaine après le coup d'Etat, le Chef des Relations Publiques de la Junte, le colonel Rabanales, déclare que "on cherche à recueillir des éléments. Si nous avons des preuves, nous procéderons à l'inculpation de Garcia Arredondo". Non seulement il n'a pas été emprisonné, mais en plus Rabanales ajoutait: "Pour l'instant il a la ville comme prison"...!! C'est à dire, qu'il n'était même pas assigné en résidence surveillée.

Enfin, moins d'un mois après le coup d'Etat, Rabanales déclarait à la presse guatémaltèque: "Actuellement, nous ne sa-

Los generales Lucas se encuentran en Sebol

Tanto el depuesto Presidente general Romeo Lucas como el general Benedicto Lucas, ex jefe del Estado Mayor General del Ejército, se encuentran en Guatemala, en su residencia y en completa libertad, afirmó el general Efraín Ríos Montt, Jefe de la Junta Militar de gobierno, como parte de la conferencia de prensa que ofreció ayer en el Palacio Nacional.

Varios reporteros insistieron en la situación del ex presidente Lucas, por lo que reiteró que se encuentra "en su casa" de Sebol, Alta Verapaz. Dijo que como militar ha quedado en disponibilidad.

Una periodista norteamericana insistió en la condición del ex Presidente Lucas y en inglés preguntó si está libre, a lo que respondió afirmativamente el general Ríos Montt.

Igualmente fue preguntada la situación del general German Chupina, ex director general de la Policía Nacional, y respondió que en esos momentos estaba entregando el cargo, quedando en disponibilidad a las órdenes del ministerio de la Defensa.

EL CASO DE GARCIA GRANADOS.

Lo que no admitió el general Ríos Montt, pues dijo no estar informado, es que el licenciado Jorge García Granados haya sido sacado esposado del Palacio Nacional y luego arres-

tado.

La pregunta fue concretada en tal sentido, pero el jefe de la Junta Militar de Gobierno reiteró no estar enterado y ofreció solicitar la información correspondiente.

Los dos generales Lucas García, ex presidente y ex jefe del Estado Mayor General del Ejército, se trasladaron a la residencia del primero en Sebol, Alta Verapaz, en la faja transversal del Norte.



● GRAL. BENEDICTO LUCAS

La situación de Mendoza Palomo

El ex ministro de la Defensa general René Mendoza Palomo, se hallaba igualmente en su residencia tras renunciar del puesto que ocupaba.

Su calidad dentro de las filas militares es la de disponible bajo las órdenes del ministerio de la Defensa, que ahora ocupa el presidente de la Junta, general Ríos Montt.

También renunció del gabinete el general Roberto Salazar Asturias, quien era el vice-ministro de la Defensa y que igualmente se halla en calidad de disponibilidad.

El general Salazar se encuentra en su residencia, explicaron oficiales consultados sobre el paradero del general Salazar, quien fue también anteriormente comandante de la Fuerza Aérea de Guatemala.



● GRAL. ROMEO LUCAS GARCIA



● GRAL. CHUPINA BARAHONA.



● GRAL. MENDOZA PALOMO

vons pas où se trouve le colonel Garcia Arredondo. Il est parti, nous ne savons où". Finalmente, donc, Garcia Arredondo a quitté la ville sans aucun problème, et se trouve encore en liberté!

Le cas du colonel Jaime Rabanales est aussi assez significatif, et illustre bien la CONTINUITE du régime. Car après avoir été le Chef des Relations Publiques de l'armée sous le régime de Lucas, il est nommé maintenant Chef des Relations Publiques de la Junte!!

Los primeros cambios de la Junta

● El doctor Leonardo Figueroa Villate, ministro de Finanzas; licenciado Alfonso Alonso Lima asume la cancillería y el profesor Luis Felipe Mérida se hace cargo de Educación

GUATEMALA, marzo 24. (De nuestra Redacción).— El nombramiento de tres nuevos ministros de su gabinete fueron dados a conocer ayer oficialmente por el general Efraín Ríos Montt, Presidente de la Junta Militar de Gobierno, pero uno más fue revelado posteriormente, con lo cual han sido designados ya seis de los nuevos ministros.

El general Ríos Montt anunció que el licenciado Alfonso Alonso Lima, quien fungía como vice canciller, fue designado nuevo ministro de Relaciones Exteriores, en sustitución del ingeniero Rafael Eduardo Castillo Valdez.

También anunció la designación del profesor Luis Mérida, quien fungía como director general de Educación, como nuevo ministro de esa cartera, en sustitución del coronel Clementino Castillo Coronado.

El tercer nombramiento revelado fue el del licenciado y coronel Leonardo Figueroa Villate,

presidente del Banco del Ejército, como nuevo ministro de Finanzas, en sustitución del licenciado Arnoldo Belletón San José.

Ninguno de los nombrados había tomado posesión hasta ayer por la tarde, así como tampoco los tres miembros de la Junta Militar que, a su vez, son los ministros de la Defensa, Gobernación y Comunicaciones.

El propio general Ríos Montt dijo que los nuevos ministros tomarían posesión posteriormente, ya que ni siquiera ellos (los jefes de la junta) habían podido hacerlo con sus despachos.



● EL PROFESOR Luis Mérida, nuevo ministro de Educación, y aparece acompañado de otros funcionarios del ramo y nuestro reportero Carlos García Urrea.

RIEN N'A CHANGE POUR LE PEUPLE

Cette continuité du régime se manifeste à tous les niveaux, y compris dans celui de la répression, ce qui a été unanimement dénoncé par tout le mouvement révolutionnaire, populaire et démocratique guatémaltèque. A cet égard, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a rendu public un communiqué, daté du 4 mai, qui dénonce la campagne d'extermination et de "terre brûlée" à laquelle se livre actuellement l'armée guatémaltèque. Le communiqué affirme, notamment:

"Rien qu'en l'espace de quarante jours de gouvernement, la junte militaire dirigée par le général Ríos Montt a massacré les habitants de 22 villages et hameaux des départements de Baja Verapaz, Chimaltenango, Solola, El Quiché et El Petén: Río Negro, Chichupac, Agua Caliente, Chicojon, Pujujil, San Andrés Semetabaj, Chipun, Chiapacul, Chorecales, Semeja Primero, Varituc, Estancia de la Virgen, Santa Apolonia, Los Carrizos, Macanché, Agua Escondida, Chugueca 2A, Ximbaxuc, Pacoj, Paca, Tioxa et El Mangal."

"Conjointement aux massacres, dénonce plus loin l'URNG, l'armée emploie la tactique de la "terre brûlée", qui consiste à détruire les récoltes, brûler les maisons, les champs et les bois; elle a usé de ce type de procédé à San Antonio Ixchiguan (San Marcos) et Chorecales (El Quiché). Ce faisant, l'armée vise à saper les bases de la guérilla: car non

LA PARTICIPACION DE LA INICIATIVA PRIVADA

En una conferencia de prensa que ofreció ayer poco antes del mediodía en el salón de Banquetes del Palacio Nacional, el general Ríos Montt dijo que la Junta estaba invitando a las Cámaras, incluyendo al Cacif, a que colaborara en la selección de los nuevos ministros.

Esta colaboración, explicó el general Ríos Montt, obedece a que en algunos ministerios se requiere de verdaderos técnicos, pero técnicos que trabajen y no técnicos teóricos. En ese aspecto, aclaró, la Junta no quiere meter las manos y prefiere que se le sugiera a que personas nombrar.

Hay aspectos muy importantes, dijo, como es la economía del país. Pero, aclaró, no queremos que sucedan casos como en el ministerio de Economía, "en donde para aumentarle al precio al azúcar había que pasarle centavos al ministro".

"NO HAY CARTERAS PARA LOS AMIGOS"

El general Ríos Montt aclaró

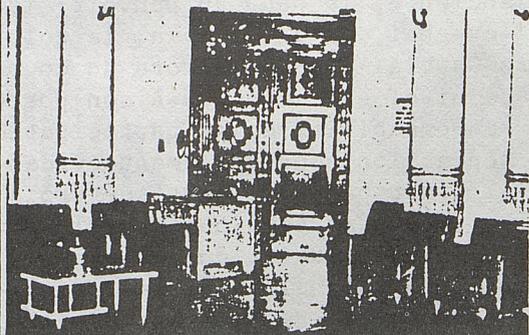
que no habrá ministerios para los amigos ni para los compadres. En el caso de la Junta, dijo Ríos Montt, tienen tantos amigos que no alcanzarían los ministerios para ellos. Por eso, para no quedar mal con ninguno, no serán reparitados entre nadie.

RABANALES A RELACIONES PUBLICAS

El coronel Jaime Rabanales asumió ayer por la mañana el cargo de secretario de Relaciones Públicas de la Junta Militar de Gobierno, que será el nuevo nombre de tal dependencia.

El coronel Rabanales recibió el cargo directamente del periodista Carlos Toledo Vielman, quien le hizo entrega con todas las formalidades del caso, inclusive de bienes y enseres contra inventario, en un acto que duró un poco más de dos horas.

El coronel Rabanales se refirió a su nuevo cargo, y estimó que podría hacerse una reestructuración, pero posteriormente.



● EL DESPACHO DEL Ministerio de Gobernación permanecía cerrado ayer tarde, en vista que todavía no había tomado posesión el general Horacio Maldonado Schoad, nuevo titular. Normalmente esta antecala se mantenía llena de guardaespaldas perfectamente armados.

seulement elle élimine physiquement ses sympathisants, mais elle détruit également tous les moyens de subsistance que ces derniers fournissent à nos combattants."

Ainsi, "rien que dans les départements de Baja Verapaz, Chimaltenango, Solola et El

Quiché, le nombre de victimes se chiffre à 3000, et ceci en l'espace de 40 jours de gouvernement de la junte militaire." (cf. la version intégrale du communiqué de l'URNNG, publié dans le numéro de Juin d'Amérique Centrale en Lutte)

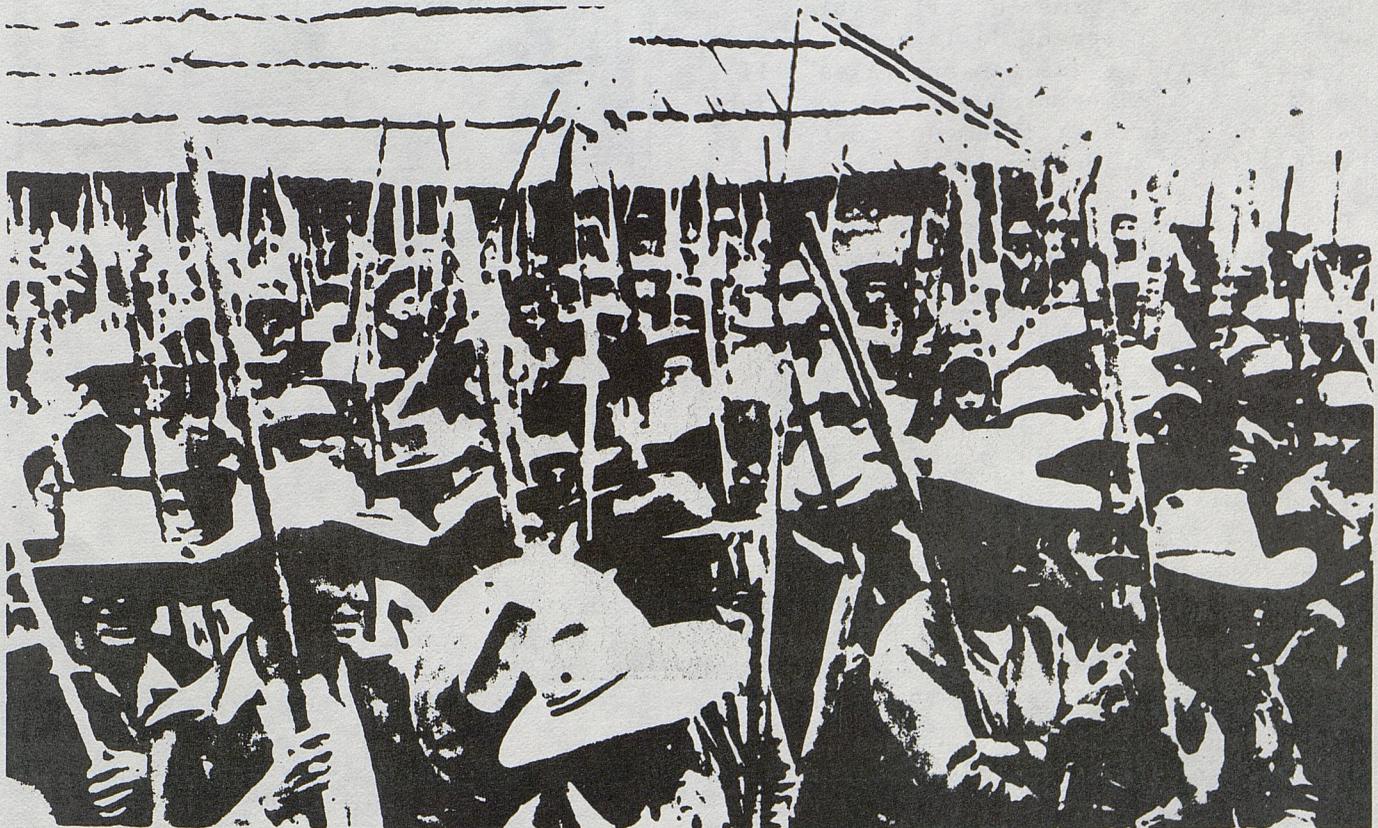
Tous ces massacres importent peu à M. Reagan, qui est disposé à soutenir à tout prix le régime guatémaltèque. Mais, comme le dénonce la Fédération des Travailleurs du Guatemala (FTG), "ni la farce, ni la fraude ou le coup d'Etat, ne peuvent apporter une solution à la profonde crise politique, économique et sociale que connaît le Guatemala" (FTG, communiqué public du 21-04-82). Car, affirme la FTG, "nous, qui subissons les conséquences d'un régime répressif et antipopulaire, nous ne pouvons pas avoir d'espoir dans un processus dans lequel quelques hauts chefs passent des casernes au Palais National, tandis que d'autres retournent aux casernes, "en situation de disponibilité". Nous savons que la profonde crise que vit le Guatemala ne peut pas se résoudre avec des discours démagogiques ni avec des cris" (allusion aux discours exaltés de Rios Montt, chef de la junte). La FTG conclut par un appel "à dénoncer par tous les moyens disponibles la continuation de la répression contre le peuple, principalement contre les travailleurs de la campagne".

A cet égard, le communiqué de l'URNNG est

très clair: "... personne ne doit se laisser tromper. Les massacres de paysans, les destructions et incendies de maisons, des récoltes et les crimes innombrables signés par l'armée, font apparaître d'autant mieux que rien n'a changé pour le peuple du Guatemala. La politique criminelle de génocide et de pillage systématique instauré par le gouvernement du général Lucas Garcia, persiste d'une façon plus acharnée encore sous l'actuelle junte militaire, qui bénéficie de l'appui des secteurs les plus réactionnaires des classes dominantes et du gouvernement interventionniste de Reagan. Ce dernier a le cynisme de clamer la confiance que lui inspire le prétendu respect des droits de l'homme dont fait preuve, d'après lui, le gouvernement guatémaltèque depuis le coup d'Etat. Ces appréciations sont, en fait, un argument lui permettant de justifier l'assistance militaire et économique qu'il fournit au régime génocide".

"C'est pourquoi, conclut le communiqué de l'URNNG, nous réaffirmons notre détermination à développer la Guerre Populaire Révolutionnaire, jusqu'à la prise du pouvoir et l'instauration d'un gouvernement Révolutionnaire, Patriotique, Populaire et Démocratique".

C'est pourquoi nous, Collectif Guatemala, soutenons le peuple en lutte de ce pays. Parce que la solidarité lui est nécessaire.



Des législateurs nord-américains:

Washington, 22 mai (AFP, AP et IPS). L'armée guatémaltèque poursuit les massacres de civils dans plusieurs zones du pays, a affirmé aujourd'hui un groupe de législateurs envoyé au Guatemala par plusieurs membres de la Chambre des Représentants nord-américaine.

Les résultats du voyage de 5 jours contredisent les affirmations du gouvernement du président Ronald Reagan, d'après lesquelles la violence politique attribuable aux militaires a pratiquement disparue dans les deux mois qui ont suivi le coup d'Etat qui a porté au pouvoir le général Efraïn Rios Montt.

Les affirmations du groupe pourraient augmenter la résistance du Congrès aux plans gouvernementaux, visant au renouvellement de l'aide militaire à ce pays centre-américain, où les guérilleros combattent pour le pouvoir.

"Je suis beaucoup moins enclin au renouvellement de l'aide militaire après ce voyage", a déclaré le représentant démocrate Stephen Solarz, qui avait envoyé un assistant au voyage.

Un autre représentant, Tom Harrin, qui avait également envoyé un assistant au Guatemala, a affirmé qu' "il semble y avoir un reajustement de la guerre contre les indiens dans les zones rurales". Il a indiqué qu'il se trouve maintenant "absolument et irréversiblement" contre l'aide militaire au Guatemala.

Des fonctionnaires du Département d'Etat ont retiré des projets déjà proposés pour

approuver immédiatement la vente de pièces d'hélicoptères pour deux millions de dollars au Guatemala, mais se sont montrés favorables à fournir une assistance économique.

Un fonctionnaire, qui a préféré garder l'anonymat, a déclaré que le montant de l'assistance économique au Guatemala serait rendu public "dans un délai très bref", et qu'au bout d'un ou deux mois on annoncerait la vente de pièces pour hélicoptères.■



3ème. Acte de la Farce:

UN "MINI-COUP" D'ETAT

Guatemala Capitale, 9 juin (ANN). L'armée guatémaltèque a proclamé aujourd'hui Président du pays le général Efraïn Rios Montt, en dissolvant de façon draconienne la junte militaire du gouvernement.

L'annonce des changements, considérés ici comme un "mini-coup d'Etat", a réaf-

firmé le pouvoir des militaires guatémaltèques dans le pays. Ces "remaniements" furent annoncés par Rios Montt en personne, qui "remercie Dieu" de lui donner "l'opportunité" de gouverner le Guatemala.

Tout le mouvement, précédé par la mobilisation de tanks dans la zone de la Force

Aérienne et de troupes dans le Palais du gouvernement, a rappelé le coup d'Etat militaire du 23 mars dernier, effectué comme une sortie politique face à l'échec de la farce électorale.

Ainsi, le déplacement des deux autres membres de la junte, le général Horacio Maldonado et le colonel Francisco Gordillo, s'interprète dans les milieux politiques locaux comme un essai pour laisser le pouvoir militaire à une seule personne.

"Maintenant il est important pour le Guatemala que le poids du gouvernement repose sur mes épaules", a dit Rios Montt tandis qu'il affirmait qu' "il n'y avait pas de place pour les trois dans le gouvernement". Gordillo s'est limité à souhaiter "beaucoup de succès" au président imposé.

Cependant, malgré les arguments officiels sur une supposée "entente" à l'intérieur de la junte, il y a deux semaines commençaient à circuler ici des bruits sur un possible coup d'Etat, dû au soi-disant desintérêt de Maldonado et de Gordillo dans les affaires du gouvernement.

Selon un communiqué officiel, "dans une réunion de commandants militaires" Rios Montt fut désigné Président de la République et posséderait, ainsi, l'exclusivité du contrôle de la direction de l'armée et des fonctions législatives du pays.

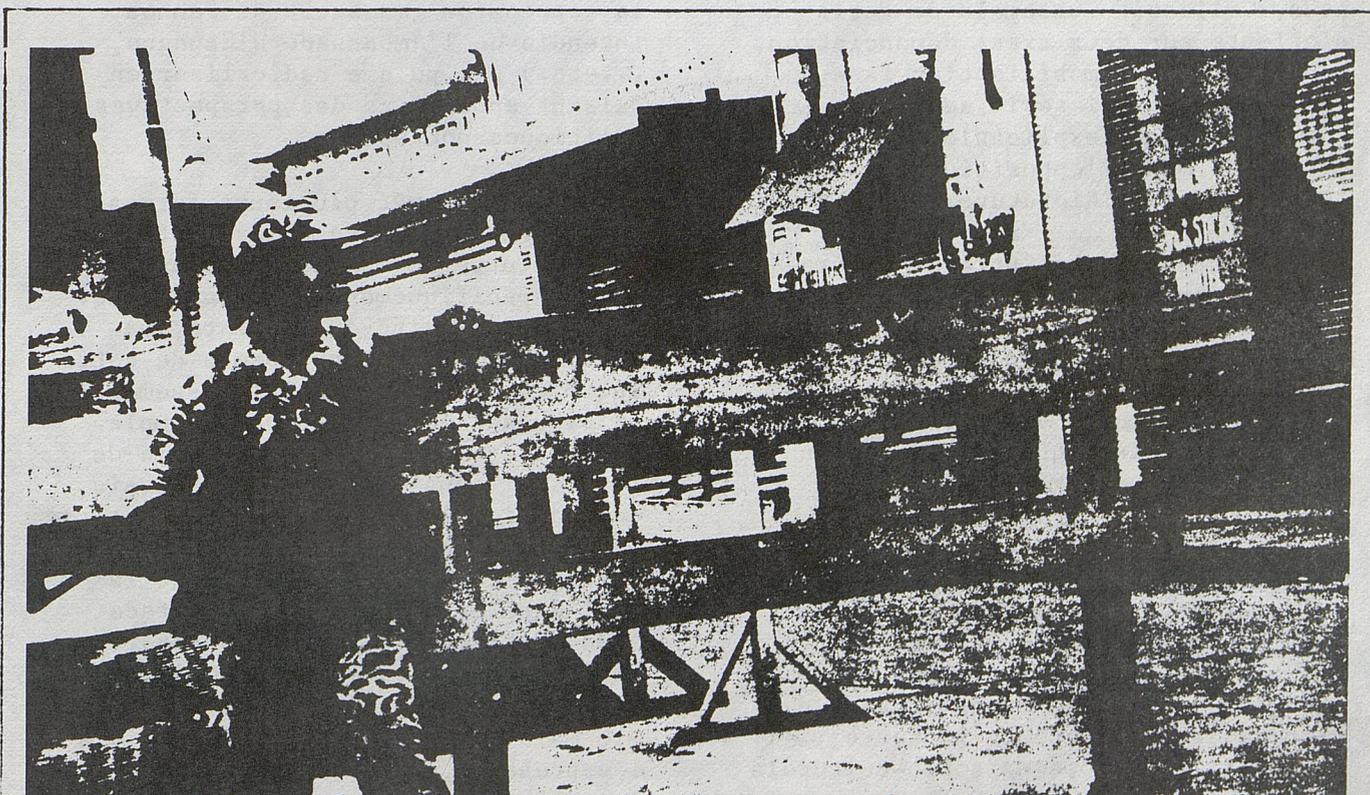
D'autres informations signalent que les

vaincus-déplacés sont aussi destitués de leurs charges dans les ministères de l'Intérieur et des communications. Maldonado, jusqu'aujourd'hui Ministre de l'Intérieur, est remplacé par le colonel Ricardo Mendez Ruiz, pendant que l'actuel vice-ministre des communications, Leonel Ortega, est nommé titulaire de ce ministère, en substituant Gordillo.

"A mes compagnons d'armes, je recommande de favoriser les intérêts de la patrie avant les privés", a déclaré dans son discours Rios Montt qui, quelques jours auparavant affirmait qu'il allait ressoudre les problèmes du Guatemala "avec amour", alors qu'il menaçait en même temps de tuer les gens qui ne seraient pas d'accord avec sa dite "amnistie".

Dans ce sens, hier soir, fut rapporté un nouveau massacre de paysans dans la province d'Alta Verapaz, au nord du pays, où 16 personnes (surtout des femmes et des enfants) furent assassinées à coups de machetes, par des "hommes armés" qui après le massacre mirent le feu aux maisons précaires.

Cette nouvelle action s'ajoute à la répression développée dimanche dernier contre 9 autres paysans, qui furent décapités par des éléments armés, et qui détruisirent leurs maisons dans plusieurs secteurs de la même localité, située à 225 Kms. au nord de la capitale guatémaltèque. ■



Pour la solidarité



REUNION DE DISCUSSION ET D'ORIENTATION DU COLLECTIF GUATEMALA DE PARIS LE 4 AVRIL 1982

1. Qu'est-ce-que la Solidarité?

Le travail de solidarité consiste en un travail d'information, de mobilisation et en un soutien direct quand il est possible. Notre travail à nous, Collectif Guatémala de Paris, s'oriente sur deux axes: dénonciation, protestation et mobilisation face à la répression qui sévit actuellement au Guatemala et explication de la lutte que mène l'opposition guatémaltèque face à la dictature.

Cette lutte est une lutte de libération nationale appuyée par les classes pauvres indigènes et métisses, et non comme veulent le faire croire certains (à commencer par la dictature guatémaltèque) le moyen d'expression d'un groupe extrémiste qui s'oppose à un autre groupe extrémiste.

Il est clair que les causes profondes de cette lutte sont dues fondamentalement aux aspects structurels de l'économie guatémaltèque (dépendance de l'extérieur, mono-exportation des produits agricoles, hyper-concentration de la propriété de la terre, etc.) et les problèmes socio-culturels

qui lui sont associés (discrimination culturelle et raciale, malnutrition, analfabétisme, etc.). Ce sont ces structures socio-économiques inadéquates qui ont provoqué la révolte d'un peuple qui veut en finir avec une vie quotidienne trop difficile à supporter. Et c'est à partir de là que sont apparus de nombreux mouvements de masse, de paysans, etc. et dont la répression (massacre de Panzos, incendie de l'Ambassade d'Espagne, ...etc.) n'a pu que radicaliser en faisant apparaître des perspectives politiques nouvelles.

Cette lutte revêt plusieurs formes complémentaires entre elles: lutte armée, lutte de masses, sabotage, lutte spécifiquement syndicale...etc. Vu la spécificité du contexte guatémaltèque, certaines formes de cette lutte demandent des éclaircissements. Le sabotage économique par exemple. Mais il est certain que la forme de lutte qui dans le contexte français demande le plus d'explications est la lutte armée. En effet, il doit être clair que la violence est le seul dernier recours possible face à un système basé sur l'oppression. Au Guatemala, les classes dominantes ne se sont pas seulement approprié l'économie mais aussi le savoir, le droit à l'expression, etc. La lutte armée est



la réponse inévitable à une répression féroce, au véritable génocide qui sévit au Guatemala depuis 1954. Par ailleurs, il est intéressant de rappeler la déclaration franco-mexicaine reconnaissant le FMLN-FDR comme représentant du peuple salvadorien, de rappeler aussi que le gouvernement du FSLN est reconnu devant l'ONU, et que la lutte armée fût utilisée en France en 1939-45 face au fascisme. Certes, des parallèles historiques sont possibles, mais il faut bien prendre en compte que ce sont des instruments ponctuels à usage limité.

2. Quelles relations entre le Collectif Guatemala et les organisations guatémaltèques ou françaises?

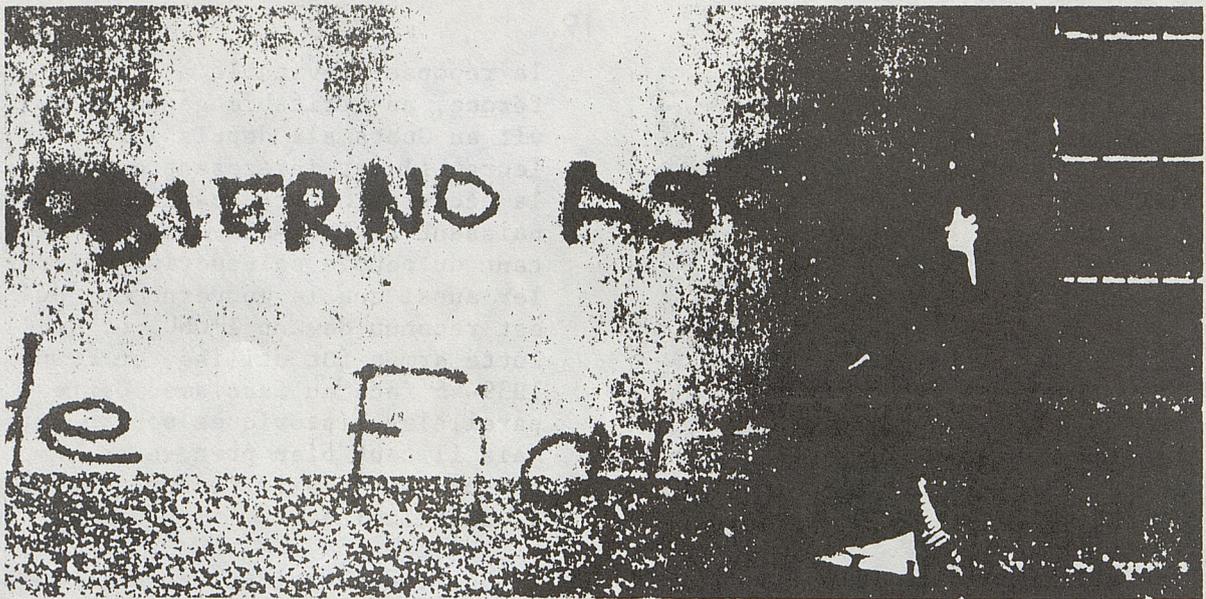
a) Le Collectif et les organisations françaises:

L'activité du Collectif doit être centrée sur la constitution d'un front uni de solidarité, le plus ample possible. Le Collectif a un rôle de médiateur, qui s'inscrit dans la conjoncture française dont il est partie prenante. Ce qui ne signifie pas que le Collectif doit prendre position sur la réalité française, sinon qu'il doit le faire dans le contexte du mouvement de solidarité français. Mouvement de solidarité qui, par son impact à caractère mobilisateur constitue un certain enjeu politique, sans être pour autant une organisation politique.

Le Collectif Guatemala aura à prendre position vis-à-vis de la situation au Guatemala, en Amérique Centrale et en Amérique Latine, qui sont étroitement imbriqués vu la politique impérialiste développée dans toute cette région. Le Collectif soutient l'auto-détermination des peuples et le non-alignement.

b) Le Collectif et les organisations guatémaltèques:

Le Collectif apporte son soutien aux organisations qui s'opposent à la dictature, c'est à dire à celles qui luttent pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique. Ses liens avec ces organisations devront passer par les représentations officielles de ces organisations en France, dont le rôle est d'assurer la liaison entre l'intérieur du Guatemala et l'extérieur, et aussi de développer l'information



sur toutes les formes de lutte développées au Guatemala, ainsi que sur tous les aspects sociaux de ce pays. Il serait nécessaire de mettre en place une structure de coordination entre ces représentations et le Collectif, structure à l'intérieur de laquelle s'effectuerait une rotation des membres du Collectif délégués à cette tâche. Autant apparaît nécessaire l'autonomie du Collectif Guatemala, autant est indispensable une concertation permanente entre les représentations guatémaltèques et ce Collectif.

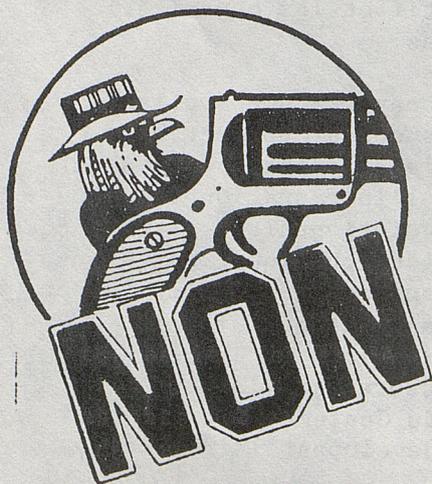
3. Conjoncture française et axes de solidarité

Le 10 mai 1981, ainsi que la déclaration franco-mexicaine ont stimulé le développement de la solidarité en France. A partir de là, il nous semble nécessaire:

a) de demander au gouvernement français de reconnaître la légitimité de la lut-

te du peuple guatémaltèque sous toutes ses formes.

b) de mettre sur pied une campagne d'information sur la participation française dans le cadre des intérêts étrangers qui se trouvent à l'heure actuelle au Guatemala. Sur ce point, il serait profitable de rentrer en contact avec les sections syndicales d'Elf-Aquitaine en France, dans la perspective de développer une campagne par rapport aux conditions de travail des travailleurs d'Elf-Aquitaine au Guatemala. Dans le même sens, nous proposons que soit mis en place une coordination des divers comités de solidarité avec l'Amérique Centrale et l'Amérique Latine, en vue d'un recensement des intérêts français dans cette région. Par ailleurs, nous reprendrons la campagne de boycott du tourisme au Guatemala, qu'après avoir été un succès continue d'être un moyen important pour faire connaître à l'opinion publique française la situation réelle qui prévaut au Guatemala actuellement.■



à
L'intervention US
en Amérique centrale